

# Présence d'industries chinoises en Éthiopie

## *Made in Ethiopia*

DE XINYAN YU ET MAX DUNCAN,  
CANADA/ÉTHIOPIE/ÉTATS-UNIS/  
ROYAUME-UNI, 2024, 52'

Lorsqu'un immense parc industriel chinois débarque dans une région rurale d'Éthiopie, une commune agricole se retrouve à la lisière de la nouvelle mondialisation. Motto, la redoutable directrice chinoise de cette entreprise tentaculaire, doit concentrer ses forces pour faire adopter une expansion aux enjeux considérables qui promet 30'000 nouveaux emplois. Workinesh, agricultrice éthiopienne, et Beti, ouvrière d'usine, ont misé leur avenir sur la prospérité promise par ce projet. Alors que leurs espoirs se heurtent à de douloureuses réalités, elles se retrouvent, à l'image de leur pays, à un carrefour décisif, où leur foi dans l'industrialisation sera mise à rude épreuve.

### Quel est le coût réel de la poursuite du développement économique ?

.....

Xinyan Yu est une journaliste et réalisatrice primée, née et élevée à Wuhan, en Chine. Elle a travaillé en tant que journaliste en Asie et en Amérique du Nord pendant une dizaine d'années. Aujourd'hui cinéaste indépendante, *Made in Ethiopia* est son premier long métrage documentaire.

Max Duncan est un cinéaste, directeur de la photographie et journaliste primé. Il a travaillé pendant dix ans comme journaliste en Chine, et a réalisé de nombreux reportages en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique latine. *Made in Ethiopia* est son premier long métrage documentaire.



# FIFDH

GENÈVE

# Historique des relations sino-africaines

## dès 1955

Dans le contexte de guerre froide opposant le bloc soviétique au bloc occidental, la **Conférence de Bandung** de 1955 pave les premiers pas de la création d'un troisième bloc. Cette rencontre rassemble les dirigeants de pays asiatiques et africains, représentant plus de la moitié de la population mondiale. Du « **Tiers-monde** » aux BRICS, en passant par le « **Mouvement des non-alignés** », ce bloc ne sera jamais défini de manière fixe, si ce n'est que par leur non-appartenance aux deux premiers blocs et leur économie supposément « en cours de développement ».

Dans les années 1950 à 1960, le rapprochement de ces pays dits du « **Sud Global** » joue un certain rôle dans le processus de **décolonisation**. Fraîchement proclamée (1949), la République Populaire de Chine maintiendra une solidarité idéologique avec les pays africains face aux États occidentaux, notamment en soutenant des mouvements de libération nationale, en Algérie, en Angola ou au Mozambique.



ZHOU ENLAI, GAMAL ABDEL NASSER ET D'AUTRES DÉLÉGUÉS  
À LA CONFÉRENCE DE BANDUNG EN 1955

## années 1970-1980

Dès la fin des années 1960, les relations sino-africaines se tarissent, car la Chine est focalisée sur la révolution culturelle entreprise par Mao Zedong, qui aura des conséquences désastreuses sur la population. À la mort de Mao en 1978, son successeur Deng Xiaoping démantèlera progressivement les politiques maoïstes tout en entreprenant des réformes économiques pour **l'ouverture du pays au commerce mondial**. C'est le début d'une croissance très élevée de l'économie chinoise, située aux alentours de **9 à 10% par an** entre 1978 et 2020 (pour 1,5 à 2% en Suisse sur la même période).

## depuis 1990-2000

Le décollage économique de la Chine s'est vu accompagné d'un intérêt renouvelé de collaboration économique avec les pays africains, incité par les **besoins énergétiques** du pays et les importantes réserves du continent en termes de **matières premières**. L'officialisation de ce rapprochement passe notamment par la création d'un Forum sur la coopération sino-africaine (FOCSA), qui a lieu tous les 3 ans depuis 2000.

Contrairement au modèle occidental, qui priorise l'obtention de droits sociaux et civiques des pays en cours de développement, le modèle chinois met l'accent sur les **infrastructures** pour renforcer la productivité et donc booster la croissance. Elle participe donc, grâce à sa **main-d'oeuvre** et à son **savoir-faire à moindre coût**, à la construction d'hôpitaux, de ponts, de chemins de fer, de réseaux de communication, etc.

La Chine souligne l'importance du respect mutuel et de la **non-ingérence**. Là où l'Occident refuse parfois d'échanger avec des pays pour manquement aux droits humains, la Chine promet de ne pas interférer avec les affaires internes des pays partenaires. Elle offre aux pays africains des **dons d'aide au développement et des prêts avantageux**, sans conditions politiques ni interventionnisme.

### CONSENSUS DE PÉKIN (2004)

Le Consensus de Washington désigne l'ensemble des politiques économiques libérales promues par les États-Unis dans les années 1980 et 1990, notamment en Amérique latine. Contrairement au Consensus de Washington, qui préconise des réformes politiques imposées, le **Consensus de Pékin** soutient le développement économique **sans intervention extérieure** et insiste sur la souveraineté nationale. Il rejette une approche libéralisée de l'économie et préconise un développement dirigé par l'État.



→ 250 milliards \$USD  
d'échange entre la Chine  
et les pays africains (2022)  
→ 10'000 entreprises  
chinoises en Afrique

Après des siècles d'exploitation brutale de l'Afrique, de ses ressources et de sa population par les puissances européennes, la Chine est devenue aujourd'hui le premier partenaire économique du continent africain. Elle est également son premier investisseur dans les secteurs stratégiques (mines, pétrole, télécommunications).  
Comment interpréter cette influence grandissante ?

### NÉO-COLONIALISME...

Certains critiques interprètent cette montée en puissance comme un nouvel impérialisme, considérant que la Chine exploite les richesses naturelles de l'Afrique pour maintenir son propre taux de croissance économique, sans véritable considération pour les populations locales ni pour les normes environnementales. L'absence de régulations strictes sur les conditions de travail et l'importation de main-d'œuvre chinoise au détriment de l'emploi local sont notamment mises en cause.

De plus, de nombreux projets financés par la Chine reposent sur des prêts élevés, créant une dépendance économique qui fragilise certains pays africains sous le poids de la dette. Certains contrats de prêt incluent des clauses de garantie qui permettent à la Chine de prendre le contrôle de ressources naturelles ou d'infrastructures en cas de défaut de paiement. Ces pratiques suscitent des inquiétudes quant à la souveraineté économique des pays africains.

### ...OU VÉRITABLE PARTENAIRE ÉCONOMIQUE ?

D'autres analystes déplorent la stigmatisation systématique de la Chine, avançant que ses investissements massifs ont soutenu la croissance africaine, en réduisant la dépendance de ces pays aux matières premières. Le développement des télécommunications, mais aussi des infrastructures et des transports, qui ont désenclavé certaines régions, est dû en grande partie à la Chine. Ses financements ont permis la modernisation des infrastructures, avec la construction de routes, de chemins de fer et de barrages hydroélectriques essentiels au développement économique. De plus, les technologies et les biens manufacturés exportés depuis la Chine favorisent l'industrialisation du continent.

Enfin, contrairement aux anciennes puissances coloniales, la Chine investit massivement sans imposer de conditionnalités politiques laissant aux États africains une plus grande marge de manœuvre.

Il est essentiel de différencier les stratégies mises en place par le gouvernement chinois des entrepreneurs qui s'implantent en Afrique de leur propre chef. La diversité des acteurs chinois présents sur le continent, ainsi que celle des nations africaines concernées, doivent être prises en compte afin d'analyser les relations sino-africaines avec nuance et d'éviter toute généralisation excessive.

« Les contrats qui prennent 5 ans à être signés avec la Banque mondiale prennent 3 mois avec les autorités chinoises. [...] La Chine, qui a mené ses propres batailles pour se moderniser, a un sens beaucoup plus aigu de l'urgence du développement en Afrique que de nombreuses nations occidentales. »



# Relations entre la Chine et l'Éthiopie

Les relations politiques entre la Chine et l'Éthiopie ont débuté en 1970 avec l'établissement de liens diplomatiques, fondés sur une vision partagée du développement économique ainsi qu'une affinité idéologique. Depuis, l'Éthiopie a régulièrement soutenu la position chinoise lors des votes aux Nations Unies. La relation entre les deux pays est une **priorité stratégique** pour Pékin, lui servant notamment de porte d'entrée dans la Corne de l'Afrique.

Lors du lancement de l'initiative chinoise des **nouvelles Routes de la Soie** (Roads and Belts Initiatives) en 2013, qui soutient notamment les grands projets de transports, l'Éthiopie est devenue un partenaire clé, bénéficiant d'**investissements chinois massifs**. Dans ce cadre ont eu lieu le financement et la construction du chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, achevé en 2018, qui a fortement stimulé le commerce régional. Jusqu'à **70% des routes** éthiopiennes auraient été construites par des entreprises chinoises.

L'Éthiopie a enregistré une croissance moyenne de 10 % par an sur une quinzaine d'années, exemplifiant le **succès du modèle de développement inspiré de la Chine** (consensus de Beijing). Suivant ce modèle, le pays a misé sur les **infrastructures, l'énergie et les zones économiques spéciales** (dans lesquelles les lois économiques sont plus libérales, c'est-à-dire plus avantageuses pour les entreprises — c'est le cas de la zone où se déroule le film) tout en déléguant la construction des grands projets aux entreprises chinoises. Cela a permis à l'Éthiopie de se connecter aux marchés mondiaux dans des domaines comme le textile, le cuir et l'agriculture.

Entre 2000 et 2020, l'Éthiopie est le deuxième pays africain bénéficiaire de prêts chinois, et ces derniers contribuent à plus de 50% de la dette du pays. Les médias occidentaux qualifient fréquemment cette approche de « **diplomatie du piège de la dette** ».

Après une période de croissance rapide et de transformation économique, le pays est aujourd'hui confronté à de **sérieuses difficultés financières**, notamment liées au **covid** ainsi qu'à la **guerre civile au Tigré** entre 2020 et 2022, qui a été suivie par une grave situation de famine. En décembre 2021, la Chine a soutenu le gouvernement éthiopien dans son vote contre une résolution des Nations Unies dénonçant les violations des droits de l'Homme commises au cours des combats dans la région du Tigré.

IMAGE DU FILM MADE IN ETHIOPIA





→ *Made in Ethiopia* aborde la question de l'influence grandissante de la Chine en Afrique à travers le microcosme d'un complexe industriel situé à Dukem, une petite ville située à 30 km d'Addis Abeba, la capitale éthiopienne.

La Eastern Industry Zone (EIZ), lancée en 2009, accueille plus d'une centaine d'entreprises, principalement chinoises, produisant plus de 22'000 emplois dans divers secteurs, notamment le textile, le cuir, l'agroalimentaire, les produits pharmaceutiques et les matériaux de construction.

→ Tourné entre 2019 et 2023, le film dépeint une multitude de perspectives quant à la promesse de développement symbolisée par la zone industrielle : des politiciens éthiopiens aux entrepreneurs-euses chinois-es, en passant par les travailleur-euses de l'usine et les fermier-es des zones environnantes.

## ENTRE AMBITIONS ET DÉCEPTIONS, LES TROIS PROTAGONISTES PRINCIPALES DU FILM METTENT EN LUMIÈRE UNE RÉALITÉ COMPLEXE.



AFFICHE DU FILM MADE IN ETHIOPIA

**Motto** (au centre) est la directrice de la zone industrielle et une **femme d'affaires** déterminée. Elle est convaincue que l'expansion du parc sera la source d'une lucrativité ruisselante d'opportunités pour l'ensemble de la population. Cette ambition illusoire fait écho à la rhétorique chinoise de « win-win » vis-à-vis du continent africain. Son enthousiasme apparaît comme dédaigneux des réalités locales, et ce personnage éclipse ses homologues éthiopiennes, autant dans la réalité que dans le film.

**Beti** (à gauche) est **ouvrière** dans une usine textile de la EIZ, où elle coud des centaines de pantalons tout en rêvant de poursuivre des études d'ingénieur. Alors que la moitié de la population éthiopienne a **moins de 18 ans** et que de nouvelles opportunités doivent être trouvées pour une population qui arrive à l'âge adulte, le parcours de Beti montre que les opportunités promises par l'EIZ restent limitées. La création de nouveaux emplois est bien réelle, mais elle ne permet pas de **mobilité sociale** : les salaires sont miséreux et coupent court aux espoirs de changement réel.

**Workinesh** (à droite) est **agricultrice**, et sa famille a vu ses terres ancestrales saisies par les autorités pour la construction des usines, et avec elles leurs moyens de subsistance. Avec sa communauté, Workinesh lutte face aux promesses non tenues des industriels chinois et de leurs partenaires politiques locaux, notamment quant aux **terres de remplacement inexistantes**. Dans un pays en cours d'industrialisation, le mode de vie rural de Workinesh lui paraît de moins en moins viable, et elle guide sa fille vers un avenir différent en la soutenant dans son éducation.

# OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

## Géographie



- Analyser les stratégies et actions développées par les différent-es acteur-ices sur le terrain en mettant en évidence leurs représentations spatiales et sociales.
- Analyse d'une situation de flux (enjeux politiques, éthiques et économiques, droits humains,...).
- Sensibilisation aux mécanismes de l'offre et de la demande
- Identification des régions de production et de consommation d'un produit (géophysique et socio-économie).
- L'élève apprend à expliquer pourquoi l'humain est présent à certains endroits plutôt qu'à d'autres et sait expliquer les incidences des actions humaines sur l'espace à différentes échelles.

## Histoire



- Analyser l'organisation collective des sociétés humaines d'ici et d'ailleurs à travers le temps.
- Mise en évidence des modes de résolution ou de justification des inégalités sociales.
- Explication et comparaison des transformations dans les modes de production.
- Analyse de phénomènes liés aux échanges économiques.
- S'approprier, en situation, des outils pertinents pour traiter des problématiques de sciences humaines et sociales en enquêtant sur des hypothèses en sélectionnant des ressources documentaires et en les associant de manière critique.
- Identification et comparaison des différents systèmes économiques et de leur fonctionnement.



## Citoyenneté

- Donner aux élèves des outils de compréhension et d'analyse pour leur permettre de se forger une opinion fondée sur des éléments factuels.



## Arts & Médias

- Comparer et analyser différentes œuvres artistiques.
- Rencontrer divers domaines et cultures artistiques.
- Analyser et évaluer des contenus médiatiques.

## POUR ALLER PLUS LOIN

- [Comment les Chinois mènent la conquête de l'Afrique](#), Les Echos (article)
- [Chine, Éthiopie, Djibouti : un triumvirat pour la Corne de l'Afrique ?](#), érudit (article)
- [Chine-Éthiopie : un « partenariat à toute épreuve »](#), Revue Conflits (article)
- [La Chine en Afrique : Pour le meilleur ou pour le pire ?](#), ritimo (dossier pédagogique)
- [La Chinafrique](#), de Serge Michel, Michel Beuret et Paolo Woods (livre)
- [Que fait la Chine en Afrique ?](#), Le Monde (vidéo, 14 min)
- [L'heure de la Chinafrique ?](#), 28 minutes, Arte (vidéo, 23 min)
- [Sommet Chine-Afrique : le nouvel ordre mondial est en marche ?](#) 28 minutes, Arte (vidéo, 23 min)
- [La Chinafrique](#), Le Dessous des Cartes, Arte (vidéo, 12 min)